

ACTION URGENTE

ÉRYTHRÉE. UN ANCIEN MINISTRE DÉTENU ARBITRAIREMENT APRÈS LA PARUTION D'UN LIVRE

Le 17 septembre, Berhane Abrehe, ancien ministre érythréen des Finances, a été emmené par des agents de sécurité dans un lieu tenu secret. Son arrestation arbitraire et sa détention au secret interviennent quelques jours à peine après la parution d'un livre dont il est l'auteur, dans lequel il encourage les Érythréens à protester pacifiquement contre les politiques du gouvernement.

Dans la matinée du 17 septembre, **Berhane Abrehe**, ancien ministre érythréen des Finances, a été approché par des agents de sécurité alors qu'il prenait son petit-déjeuner avec un de ses fils à Asmara. Ils lui ont demandé de les suivre et il a été emmené dans un lieu inconnu. Sa famille n'a pas été informée de son sort ni de l'endroit où il se trouvait et n'a eu aucun contact avec lui depuis lors.

Amnesty International pense que l'arrestation de Berhane Abrehe est liée à un livre en deux volumes dont il est l'auteur, intitulé *Eritrea Hageray* (Érythrée, mon pays), qui a été publié le 11 septembre. Cet ouvrage critique le système politique érythréen actuel et appelle les Érythréens à lutter pacifiquement en vue de l'adoption de changements démocratiques dans le pays. Dans un message audio préenregistré à l'intention des Érythréens, mis en ligne le 6 septembre, Berhane Abrehe a accusé le président érythréen d'être responsable des souffrances du peuple érythréen et a appelé à des changements, mettant le président érythréen au défi de participer à un débat télévisé avec lui. Ce message audio a été publié sur Internet car il n'existe pas de médias indépendants en Érythrée.

L'épouse de Berhane Abrehe, Almaz Habtemariam, est détenue sans jugement depuis un an pour avoir prétendument permis à leur fils de quitter le pays sans l'autorisation des autorités. Les Érythréens qui souhaitent quitter le pays doivent au préalable déposer une demande auprès des autorités.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en tigrinya, en arabe ou dans votre propre langue :

- demandez aux autorités érythréennes de révéler immédiatement où se trouve Berhane Abrehe et de le libérer sans condition dans les meilleurs délais, sa détention étant arbitraire ;
- engagez-les à veiller à ce que Berhane Abrehe, dans l'attente de sa libération, ne soit pas soumis à des actes de torture ni à d'autres formes de mauvais traitements ;
- appelez-les à respecter le droit à la liberté d'expression et à permettre à la population d'exercer ce droit sans crainte de représailles de la part des autorités.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 30 OCTOBRE 2018 À :

Ministre de la Justice

Fozia Hashim

PO Box 241

Asmara

Érythrée

Formule d'appel : Dear Minister, /

Madame la Ministre,

Président de l'Érythrée

Issayas Afeworki

PO Box 257

Asmara

Érythrée

Formule d'appel : Monsieur le

Président de la République,

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Érythrée dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number Email address Salutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

ÉRYTHRÉE. UN ANCIEN MINISTRE DÉTENU ARBITRAIREMENT APRÈS LA PARUTION D'UN LIVRE

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Dans la nuit du 18 septembre 2001, les autorités érythréennes ont arrêté 11 représentants de l'État. Le gouvernement érythréen a également interdit la presse indépendante et 10 journalistes qui avaient protesté contre cette mesure ont été appréhendés peu après. Toutes ces personnes sont détenues au secret depuis 17 ans. Le président Issayas Afeworki, seul président du pays depuis l'indépendance de l'Érythrée, refuse d'appliquer la Constitution ratifiée en 1997 par l'Assemblée nationale érythréenne, et celle-ci n'a pas été autorisée à se réunir depuis l'adoption de la Loi électorale en Érythrée en 2002. La Commission africaine des droits de l'homme et des peuples a rendu plusieurs décisions ordonnant aux autorités érythréennes d'inculper ces détenus ou de les libérer, mais le gouvernement érythréen refuse de coopérer avec cette instance. En 2016, une commission d'enquête des Nations unies sur l'Érythrée a constaté que les autorités de ce pays avaient recours à des disparitions forcées pour faire taire les personnes critiques à leur égard, et a relevé un grand nombre d'autres violations (notamment : nature du service national, recours à la torture, y compris au viol, et meurtres) assimilables à des crimes contre l'humanité tels qu'ils sont définis dans le Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

Il n'y a pas de médias indépendants en Érythrée.

Nom : Berhane Abrehe
Homme

AU 170/18, AFR 64/9120/2018, 18 septembre 2018